



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE NORMANDIE ET DE LA SEINE-MARITIME
38 cours Clemenceau
76 037 ROUEN CEDEX**

Travaux de réaménagement des accueils du Centre des Finances Publiques du HAVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DRFIP76_LEHAVRE_ACCUEIL_2025

Procédure de passation : Procédure adaptée > 90 000 euros HT

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Allotissement.....	3
1.3 Forme et étendue du marché.....	3
1.4 Lieu d'exécution.....	3
1.5 Langue.....	3
Article 2 - INTERVENANTS.....	3
2.1 Maître de l'ouvrage.....	3
2.2 Maître d'oeuvre.....	3
2.3 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	4
Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
4.1 Représentation des parties.....	4
4.2 Formes des notifications et informations.....	4
4.3 Durée et délais.....	4
Article 5 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	5
5.1 Clause d'exécution.....	5
5.2 Déchets de chantier.....	5
5.3 Chantier propre.....	5
5.4 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	6
Article 6 - REGIME FINANCIER.....	6
6.1 Monnaie et TVA.....	6
6.2 Forme et contenu des prix.....	6
6.3 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes.....	6
6.4 Intérêts moratoires.....	7
Article 7 - SOUS-TRAITANCE.....	7
Article 8 - PENALITES.....	8
8.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	8
8.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier.....	8
8.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	8
8.4 Plafonnement des pénalités.....	8
8.5 Seuil d'exonération des pénalités.....	8
Article 9 - GARANTIES.....	8
9.1 Retenue de garantie et cautionnement.....	8
9.2 Responsabilité et assurances.....	8
Article 10 - RESILIATION.....	9
Article 11 - LITIGES.....	10
11.1 Litiges et contentieux.....	10
Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG des marchés publics de travaux.....	10

Article 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet les travaux de réaménagement intérieur des accueils du CFP du Havre, y compris le désamiantage du sol de l'espace accueil SIP.

La localisation de chaque espace (accueil d'orientation, espace d'accueil trésoreries, bureaux de réception et espace accueil SIP) resteront identiques. Les travaux ont uniquement pour but de réagencer les banques d'accueil et d'améliorer la visibilité, le confort et la luminosité aussi bien pour les agents d'accueil du CFP du Havre que pour les usagers.

Le marché est un marché de : Travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

Les lots techniques sont les suivants:

- Lot n°1: Désamiantage
- Lot n°2: Menuiseries intérieures – cloisons - Faux-plafonds
- Lot n°3: Revêtement de sol souple
- Lot n°4: Peinture
- Lot n°5: Electricité

1.3 Forme et étendue du marché

Le marché est conclu dans le cadre d'une procédure adaptée, conformément aux dispositions prévues aux articles R2123-1, R2123-4 à R2123-6 et R2131-12 du Code de la commande publique.

1.4 Lieu d'exécution

Le chantier est situé au :

**19, avenue du Général Leclerc
76610 LE HAVRE**

1.5 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 2 - INTERVENANTS

2.1 Maître de l'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la **Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie et de la Seine-Maritime**

Service Immobilier

38 cours Clemenceau

76 037 ROUEN CEDEX

2.2 Maître d'oeuvre

Le maître de l'ouvrage a confié une mission de maîtrise d'oeuvre à :

ACE INGENIERIE

120 Bis, rue Irène Joliot Curie

76620 LE HAVRE

Mr Aymeric MATEUF

Mail : ace.ingenierie76@gmail.com

Tel : 06.29.38.33.19

2.3 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du décret n°92-158 du 20 février 1992 (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail).

L'opération fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, assurée par :

SARL SEPAQ

631 route du bourg

76490 LOUVETOT

Mr Franck AUVRAY

Mail : franck@fauv.group

Tel : 07 81 18 99 84

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le programme d'exécution ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- les plans des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la charte "chantier propre" contractualisée

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître de l'ouvrage lors de la notification du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage et du maître d'oeuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

4.2 Formes des notifications et informations

La maîtrise d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se feront prioritairement par messagerie électronique avec accusé de réception.

Le maître d'oeuvre est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 1 an et 4 mois afin de couvrir la durée de la garantie contractuelle prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

4.3.2 Délai global d'exécution des travaux

Le marché fixe un délai d'exécution des travaux de **4 mois** à compter de la notification du marché qui vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation. Ce délai tient compte d'une période de préparation de 30 jours par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux.

4.3.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé est élaboré par le maître d'oeuvre après consultation du titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé distingue, le cas échéant, les différents ouvrages.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est envoyé par messagerie électronique à l'ensemble des titulaires.

En cas de groupement conjoint et/ou d'intervention de sous-traitants, le programme d'exécution précise les modalités de coordination des tâches incombant à chacun des membres et/ou de leurs sous-traitants.

Il est annexé au présent CCAP et revêt un caractère contractuel.

4.3.4 Exécution des travaux- Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'oeuvre.

Article 5 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

5.1 Clause d'exécution

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre les propositions d'exécution de travaux qu'il aura présentées dans son offre.

5.2 Déchets de chantier

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

Les déchets doivent être évacués et triés dans les bennes prévues à cet effet. En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre. Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

5.3 Chantier propre

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la charte « chantier propre », qui est contractualisée. Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit. Le titulaire signale au maître d'oeuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

5.4 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante :

<http://www.bilans-ges.ademe.fr>

sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais. Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

Article 6 - REGIME FINANCIER

6.1 Monnaie et TVA

6.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

6.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6.1.3 Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat.

Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA.

Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

6.2 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Le prix est ferme et actualisable selon les modalités prévues à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux.

Le prix forfaitaire est détaillé dans la décomposition du prix global forfaitaire annexée à l'acte d'engagement. Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des travaux et au bon achèvement des prestations. Aucune exception n'est prévue dans les clauses du présent marché. Aucune prestation n'est fournie par le maître de l'ouvrage.

6.3 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

6.3.1 Avances

Le taux de l'avance est de 30 % et est calculé selon les modalités des articles L.2191-2 et L.2191-3 ainsi que les articles R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités du R.2191-11 du code de la commande publique .

6.3.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

6.3.3 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Projets de décompte Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Etats d'acomptes Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

Décompte final Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Décompte général Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

6.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de trente (30) jours

La date de début du délai est déterminée selon les modalités décrites aux articles R.2192-12 et R.2192-16 du Code de la Commande Publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 7 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont

applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles L.2193-10 à L. 2193-14 et R.2191-45 du code de la commande publique .

Article 8 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

Par dérogation à l' article 12.2.1 du CCAG-Travaux, la révision des prix ne s'applique pas aux pénalités.

8.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation par le maître d'oeuvre d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, une pénalité journalière de 100 euros.

8.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 50 euros.

8.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'oeuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard.

8.4 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

8.5 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant.

Article 9 - GARANTIES

9.1 Retenue de garantie et cautionnement

Une retenue de 5% ou, le cas échéant , de 3 % pour les petites et moyennes entreprises est appliquée sur le montant du marché public. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article L.2191-7 et R.2191-32 à R.2191-42 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

9.2 Responsabilité et assurances

9.2.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

9.2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés. En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

9.2.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'€ HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

9.2.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 10 - RESILIATION

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes :

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 11 - LITIGES

11.1 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le Tribunal Administratif de Rouen.

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG des marchés publics de travaux

Les dérogations au CCAG des marchés publics de travaux sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
4.3.2	28.1	La période de préparation est de 30 jours.
8	12.2.1	La révision des prix ne s'applique pas aux pénalités.
8.1	19.2.3	Le titulaire encourt, par jour ouvrable de retard dans l'achèvement des travaux une pénalité journalière de 100 € HT.
8.5	19.2.1	Le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant.
9.2.4	8.1.3	Le titulaire fournit une attestation émanant de sa compagnie d'assurances avant la notification du marché.